

Les crédits

que la politique monétaire et fiscale du gouvernement est tout le contraire de ce qu'il faudrait actuellement.

J'aimerais que mon collègue me dise ce qu'il pense de la suggestion de John Bulloch, le porte-parole de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, qui demande au gouvernement de retirer sa taxe sur les produits et services pour essayer de sauver la petite entreprise au Canada.

M. Hockin: Monsieur le Président, je suis ravi d'entendre le député citer John Bulloch après l'avoir méprisé et critiqué pendant dix ans, après avoir rejeté toutes les plaintes formulées par John Bulloch, qui soutenait que les socialistes ont tendance à trop dépenser et à trop intervenir dans l'économie. Et puis voilà qu'aujourd'hui, tout à coup, le député se met à le citer.

C'est très bien. Je suis content de voir qu'il commence à lire des ouvrages différents. Il est très important que le gouvernement ainsi que l'opposition écoutent les arguments de John Bulloch, qui prône l'imposition d'une taxe de vente intégrée avec la collaboration des provinces. Il est déçu que nous n'ayons pas encore atteint cet objectif, mais nous sommes en voie d'y parvenir.

J'ai appris que Terre-Neuve allait participer. Québec et les autres provinces y songent. Dès que nous aurons une taxe de vente nationale, John Bulloch et le groupe qu'il représente seront beaucoup plus heureux.

John Bulloch voulait aussi que l'assiette de la taxe soit plus large. Il ne voulait pas d'exemption pour les denrées alimentaires. Le député, lui, en veut. John Bulloch ne veut pas d'exemption pour les soins de santé dans les hôpitaux. Le député, lui, ne veut pas que ces services soient assujettis à la taxe sur les produits et services; il est donc d'accord avec nous à ce sujet. Le député veut, comme nous, que ces services soient exonérés. C'est là où nous n'appuyons plus M. Bulloch.

Je tiens à dire au député que j'ai été fasciné, ce mois-ci, par le dernier article publié par M. Bulloch dans lequel il dit: «Regardez, le gouvernement a apporté des changements intéressants à la TPS. Il prend des mesures utiles et, au lieu de toujours critiquer la TPS, je voudrais expliquer à nos membres comment elle fonctionne.»

Dans cet article d'environ huit pages je crois, il explique comment fonctionne la TPS et comment on peut la rendre utile. Il y souligne que la TPS est très avantageuse sur le plan des crédits de taxe sur intrants grâce au droit au crédit du même nom, puisqu'elle permet aux petites

entreprises d'augmenter leurs liquidités. Cela fait six mois que nous affirmons la même chose. Je suis donc très content de voir enfin M. Bulloch l'admettre.

• (1210)

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, je dis au ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme que je citerai quelqu'un que je cite depuis longtemps, une personne qu'il a lui-même citée de temps à autre; en fait, de peur qu'il n'ait oublié, je lui rappelle qu'à un moment donné, son chef intrépide de Baie-Comeau a nommé cette personne à son poste actuel. Il s'agit de M^{me} Judith Maxwell, qui a été nommée présidente du Conseil économique du Canada, grâce au premier ministre, le patron du ministre. Elle a dit très récemment, en fait, ces derniers jours, que «compter uniquement sur la Banque du Canada pour lutter contre l'inflation au moyen de taux d'intérêt élevés nuit à l'économie au lieu de l'aider.» C'est là la même Judith Maxwell qui a été nommée par le patron du ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme.

Cette même Judith Maxwell ajoute: «Il y a un meilleur moyen que des taux d'intérêt élevés pour lutter contre l'inflation.»

M. Tremblay (Lotbinière): Le moyen des libéraux.

M. Simmons: Oui, le moyen des libéraux, et je remercie mon collègue de dire qu'il n'oublie pas complètement ce que nous représentons, de ce côté-ci de la Chambre. Je le remercie de dire que, à son avis, il y a un meilleur moyen, celui des libéraux.

M. Riis: Involontairement.

M. Simmons: Je lui dis ainsi qu'à son collègue, le ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme, qu'il y a un meilleur moyen que des taux d'intérêt élevés. Bien sûr, il y en a un meilleur, et je suis heureux qu'au moins un conservateur—est-il réellement conservateur?—soit d'accord avec moi, et je l'en félicite. Mais je m'éloigne du sujet.

Je demande au ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme: est-il d'accord avec la prescription de M^{me} Judith Maxwell? Et je veux lui en faire lecture. Elle dit qu'il y a un meilleur moyen, qui pourrait comprendre la poursuite d'une politique de plein emploi. Ce serait une bonne nouvelle pour Terre-Neuve où, à cause des politiques du gouvernement, le taux de chôma-